

## **COUR ADMINISTRATIVE**

Numéro du rôle: **19748C**

Inscrit le 29 avril 2005

---

### **AUDIENCE PUBLIQUE DU 26 JANVIER 2006**

**Recours formé par les époux  
XXX XXX –XXX XXX, XXX  
contre deux décisions du directeur de l'administration des Contributions  
directes  
en matière de remise gracieuse  
Appel  
(jugement entrepris du 21 mars 2005, no 18637 du rôle)**

---

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 29 avril 2005 par Maître Alain Gross, avocat à la Cour, au nom des époux XXX XXX –XXX XXX, demeurant à L-XXX, contre un jugement rendu par le tribunal administratif en matière de remise gracieuse à la date du 21 mars 2005, sous le numéro du rôle 18637, à la requête des actuels appelants contre une décision du 19 février 2003 du directeur de l'administration des Contributions directes ayant déclaré non fondée la demande en remise gracieuse des appelants du 27 décembre 1999, ainsi que la décision du même directeur du 8 juin 2004 portant rejet de ladite demande comme étant irrecevable faute de qualité.

Vu l'ordonnance présidentielle du 26 octobre 2005.

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative par le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein à la date du 1<sup>er</sup> décembre 2005.

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative par Maître Alain Gross à la date du 6 décembre 2005 au nom des appelants.

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris.

Où la présidente en son rapport à l'audience publique du 12 janvier 2006, Maître Alain Gross et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein en leurs observations orales.

---

Par courrier du 24 décembre 1999, la fiduciaire XXX XXX, établie à L-XXX, sous la signature de Monsieur XXX XXX, expert comptable, a introduit auprès du directeur de

l'administration des Contributions directes une demande en remise gracieuse sur base du paragraphe 131 de la loi générale des impôts, dite « *Abgabenordnung (AO)* » concernant l'impôt sur le revenu des années 1994 et 1995 des époux XXX XXX-XXX XXX, demeurant à L-XXX.

Par une décision en matière gracieuse datée du **19 février 2003**, le directeur de l'administration des Contributions directes a rejeté la demande en remise gracieuse, au motif que les conditions pouvant légalement justifier une remise n'étaient pas remplies.

En date du 21 août 2003, les époux appelants ont introduit une requête basée sur la loi du 22 décembre 1986 relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice.

Par jugement du 24 mars 2004 (n° 16917 du rôle), le tribunal a déclaré la demande en relevé de déchéance irrecevable pour défaut d'objet, à défaut d'un mandat vérifié dans le chef de l'expert-comptable dont il s'agit en vue de recevoir notification de la décision directoriale à rendre sur la requête en remise gracieuse introduite pour compte des demandeurs en date du 24 septembre 1999, la notification opérée de la décision directoriale du 19 février 2003 dans le chef du seul expert-comptable en question n'ayant pas utilement fait courir le délai contentieux afférent.

En date du **8 juin 2004**, le directeur a déclaré la demande en remise gracieuse du 27 décembre 1999 irrecevable faute de qualité dans le chef des époux actuellement appelants en l'absence de mandat exprès vérifié dans le chef de l'expert comptable l'ayant introduite.

Suite à un recours devant le tribunal administratif tendant à la réformation, sinon à l'annulation des deux décisions directoriales précitées des 19 février 2003 et 8 juin 2004, le tribunal, par jugement rendu à la date du 21 mars 2005, a déclaré le recours en annulation des époux XXX XXX –XXX XXX irrecevable, a déclaré partiellement justifié le recours en réformation et, dans le cadre du recours en réformation, a annulé la décision directoriale du 8 juin 2004, tout en déclarant le recours non fondé pour le surplus.

Le tribunal a décidé que « *faute de demande afférente de la part du directeur, préalable à sa décision du 8 juin 2004, la qualité pour agir de l'expert-comptable agissant au nom des demandeurs, devait rester acquise* » et que ce raisonnement vaut également pour la décision directoriale du 19 février 2003.

Il a partant annulé la deuxième décision directoriale du 8 juin 2004 sur le défaut de qualité des demandeurs, le directeur ayant omis de vérifier sur demande expresse la qualité pour agir de l'expert-comptable, et statué au fond sur la décision directoriale de refus pour défaut de justification légale d'une remise gracieuse du 19 février 2003, en décidant notamment qu'aucune rigueur, ni objective, ni subjective n'est vérifiée dans la taxation d'office intervenue.

Les époux XXX XXX –XXX XXX ont fait déposer le 29 avril 2005 une requête d'appel à l'encontre du jugement du 21 mars 2005 pour contester le défaut de rigueur retenu par le tribunal en faisant valoir que les revenus pour 1994 ont été estimés à 116.210 euros, ceux de 1995 à 116.234 euros, alors que les revenus réels ont été suivant les déclarations fiscales de 52.712 euros pour 1994 et de 90.558 euros pour 1995.

Ils estiment partant que la fixation d'office constitue à leur encontre une sanction incompatible avec le principe d'équité.

Suite à une ordonnance présidentielle du 26 octobre 2005, le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein a déposé un mémoire en réponse à la date du 1<sup>er</sup> décembre 2005.

Il demande à voir déclarer l'acte d'appel non fondé, une remise d'impôt n'étant possible qu'au cas où la légalité de l'imposition n'est pas contestée ; que la légalité des impositions ne peut être appréciée dans le cadre d'une demande de remise d'impôt et finalement que les pièces versées tardivement ne concernent pas la rigueur objective ou subjective que requiert le § 131 AO. En ordre subsidiaire, il critique la décision du premier juge par rapport à la décision directoriale du 8 juin 2004.

Maître Alain Gross a déposé un mémoire en réplique à la date du 6 décembre 2005 dans lequel il soulève l'irrecevabilité du mémoire du délégué du Gouvernement par rapport au libellé de l'article 48 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le mémoire du délégué n'étant pas un mémoire supplémentaire par rapport à un mémoire antérieurement déposé, et réitère ses moyens en soulignant que la légalité de l'imposition n'a pas été contestée.

Le mémoire du délégué du Gouvernement est à prendre en considération, la Cour, en application de l'article 48 de la loi de 1999 précitée, ayant ordonné la production d'un mémoire *supplémentaire* par rapport à la procédure déjà existante.

L'acte d'appel est cantonné sur l'appréciation du premier juge d'une rigueur objective et subjective justifiant une remise gracieuse par rapport à la demande du 19 février 2003, l'annulation de la décision du 8 juin 2004 n'ayant été frappée ni d'un appel principal ni d'un appel incident.

Il y a lieu de souligner que les déclarations d'impôt pour les années 1994 et 1995 ont été déposées en date du 27 juillet 1999 après d'itératifs rappels et sommations d'astreintes, et que la taxation pour les années 1994 et 1995 a été établie le 10 décembre 1998.

Le premier juge a considéré à juste titre que la taxation d'office sur base du paragraphe 217 AO ne constitue pas une mesure de sanction à l'égard du contribuable, mais un procédé de détermination des bases d'imposition compte tenu des éléments à disposition du bureau d'imposition, même applicable à l'égard des contribuables soigneux et diligents.

Il résulte des pièces versées en cause que l'administration s'est basée sur les déclarations antérieures à sa disposition pour ladite taxation et que cette façon de procéder, due uniquement au comportement fautif des contribuables, ne fait constater aucune rigueur, ni objective, ni subjective, par rapport au montant taxé.

Les appelants ont versé le 29 septembre 2005 des pièces avec commentaires sur les impositions fiscales des années 1994 et 1995.

C'est à bon droit que le délégué du Gouvernement souligne qu'il s'agit de chiffres avancés post festum par le même expert-comptable dont la carence a valu aux appelants la taxation d'office faute de déclaration et que ces chiffres ne concernent en rien la rigueur objective ou subjective que requiert le § 131 AO.

Le tribunal a également décidé à juste titre qu'une réclamation sur une taxation d'office à un moment où celle-ci a acquis autorité de chose décidée, revient à contester la légalité desdits bulletins d'impôts définitifs.

L'acte d'appel n'est donc pas fondé et le jugement entrepris est à confirmer.

### **Par ces motifs**

la Cour, statuant contradictoirement, sur le rapport de la présidente,

reçoit l'acte d'appel du 29 avril 2005,

le dit non fondé et en déboute,

partant, **confirme** le jugement du 21 mars 2005,

condamne les époux appelants aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par

Marion Lanners, présidente, rapporteur

Marc Feyereisen, conseiller

Henri Campill, conseiller

et lu par la présidente Marion Lanners en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier en chef de la Cour Erny May.

le greffier en chef

la présidente